



Genève, le 10 avril 2008

**Aux représentant-e-s de la
presse et des médias**

Communiqué de presse du Conseil d'Etat

Comptes 2007 de l'Etat de Genève

Maîtrise des charges et forte croissance des recettes

Le compte de fonctionnement de l'Etat de Genève pour l'année 2007 présente un excédent de revenus de 786 millions de francs. Par rapport au compte 2006, les charges sont en baisse de 0,1% (-0,4 % hors provisions) et les revenus en hausse de 8,0%. Ce résultat, très largement supérieur aux prévisions, tient principalement à des recettes fiscales exceptionnellement élevées pour l'année écoulée, auxquelles s'ajoutent de fortes corrections à la hausse des évaluations de recettes des exercices 2004 à 2006. Le résultat traduit d'autre part une très bonne maîtrise des charges de l'Etat, qui ont diminué de 6 millions de francs (-26 millions hors provisions) par rapport aux comptes 2006.

Du côté des dépenses, on relèvera que les **charges de personnel** (1'925 millions) ne dépassent le budget que de 0,2%, ceci malgré l'effet cumulé de l'octroi d'un complément d'indexation de 0,2% (3,4 millions) et d'un changement de pratique pour les rappels (« rattrapage ») CIA, entraînant un surcoût de 16 millions autorisé par la commission des finances.

Les **dépenses générales** (419 millions) sont en baisse de 3% par rapport aux comptes 2006, et de 8,8% vis-à-vis du budget.

Quant aux **subventions** (3'021 millions de francs), elles sont en augmentation de 2,0% par rapport aux comptes 2006, mais de 0,5% inférieures au budget. Pour la première fois, les allocations à des tiers sont moins élevées que ce qui avait été inscrit au budget; c'est évidemment en partie la conséquence de la bonne conjoncture, mais également celle de décaissements moins importants que prévu pour les prestations complémentaires AVS/AI et les aides allouées pour l'assurance-maladie.

S'agissant des **investissements nets**, ces derniers atteignent 385 millions, soit environ 131 millions de plus que le montant prévu au budget. La forte réduction globale de 225 millions sur un budget de 448 millions n'a ainsi pu être que partiellement absorbée. La progression des investissements, qui concerne surtout les "grands travaux", montre que l'Etat concentre prioritairement ses efforts sur les nouveaux projets innovants et déterminants, et non sur le renouvellement de "l'outil de travail" de l'Etat.

./.

Comptes 2007 en bref (millions de francs)

	Comptes 2006	Budget 2007	Comptes 2007	Ecart C07/C06
Total des charges	6'939,5	6'754,0	6'933,1	- 0,1%
Total des revenus	7'144,8	6'562,9	7'719,2	+ 8,0%
Résultat	+ 205,3	- 191,1	+ 786,1	

Du côté des revenus, le **total des impôts** se monte à 5'569 millions de francs, soit 8,9% de plus qu'aux comptes 2006, et 15,7% de plus que dans le budget 2007. La croissance concerne tous les types d'impôts. Ainsi, l'impôt sur le revenu des personnes physiques atteint 3,23 milliards de francs, en progression de 403 millions ou 14,2% par rapport au budget; l'impôt sur la fortune dépasse le budget de 78 millions (20,2%) et l'impôt sur le bénéfice et le capital des personnes morales le devance de 180 millions, soit 16,9%.

Le bond en avant des recettes fiscales est la conséquence de trois années (2005-2007) de forte croissance économique. L'exceptionnelle vigueur de la conjoncture en 2007 a en particulier des effets très positifs, à Genève comme dans les autres cantons urbains, entraînant une hausse du résultat de l'ensemble des impôts avec, dans notre canton, une mention spéciale à l'impôt à la source, dont la croissance atteint des taux extraordinaires depuis deux ans.

Les principaux instituts conjoncturels n'avaient pas pronostiqué une croissance d'une telle vigueur en 2007, qu'ils annonçaient plutôt comme l'année de l'atterrissage en douceur (*soft landing*). En réalité, la croissance a atteint son apogée en 2007, et le très net recul des bourses mondiales n'aura d'effets sur l'économie réelle, et donc sur les recettes fiscales, qu'en 2008 et en 2009. La violence de l'impact futur de la crise des *subprimes* sur l'économie genevoise reste encore aujourd'hui impossible à évaluer.

Les réévaluations trimestrielles des prévisions du groupe de perspectives économiques (GPE)ⁱ, et celles des économètres de l'administration fiscale, fondées sur l'avancement de la taxation pour les exercices 2004-2006, ont permis de tenir informé le Conseil d'Etat et le Grand Conseil de la très forte progression attendue des recettes fiscales, avec l'annonce d'un résultat en hausse de 381 millions par rapport au budget à la fin du premier semestre, et de l'ordre de 590 millions sur les valeurs à fin octobre.

./.

ⁱ. Composé d'experts émanant des milieux bancaire et patronal, d'économistes du département des finances de l'Etat et de la Ville, ainsi que de spécialistes de l'Université de Genève, le GPE effectue à un rythme trimestriel des synthèses d'hypothèses économiques mises à jour sur le plan suisse et genevois, accompagnées de recommandations. Les analyses du GPE (en ligne sur www.geneve.ch/finances) sont destinées en particulier au Conseil d'Etat et aux autorités communales du canton.

Effet en "trompe-l'œil"

L'évolution spectaculaire du résultat de fonctionnement en 2007 comporte un effet en trompe l'œil qui doit être pris en compte dans l'analyse. L'augmentation des recettes fiscales traduit en effet d'importantes corrections à la hausse des évaluations des recettes revenant aux exercices antérieurs, soit les années 2004 à 2006. L'effet de ces correctifs augmente les recettes de 311 millions de francs au niveau des impôts cantonaux, et de 68 millions s'agissant de la part cantonale à l'impôt fédéral direct.

Si l'on exclut l'effet spectaculaire dû à la correction des évaluations contenues dans les comptes 2004-2006, l'excédent se monte à **407 millions de francs**, ce qui peut être considéré comme un résultat normal pour une année économique record. Il permet d'appréhender l'avenir avec confiance et sérénité, mais sans céder à l'euphorie, en particulier compte tenu de la baisse très significative des bourses à l'échelle mondiale, qui aura évidemment quelques conséquences sur les bénéfices du secteur financier en 2008.